

**8 MAI 1945**

# La reconnaissance, encore et toujours !

**A chaque commémoration du 8 Mai 1945, en France, et bien en dehors des célébrations officielles de la fin de la Seconde Guerre mondiale, la mobilisation se renforce pour «L'autre 8 Mai 1945». Il ne s'agit pas de la victoire contre le nazisme, mais du crime d'Etat, prolongeant en quelque sorte les horreurs des hordes nazies, commis contre les Algériens.**

La revendication d'une reconnaissance d'un acte planifié, d'un massacre collectif devait être renouvelée hier à Paris. Une cinquantaine de partis, d'organisations, d'associations et d'amicales avaient appelé à un rassemblement unitaire, sur le parvis de la mairie de Paris, pour conforter cet appel, mais la préfecture a désigné une autre place. Pour les responsables du collectif, l'essentiel était de tenir ce rassemblement, même à distance de la mairie, et sur une place, celle du Châtelet, offrant moins d'espace.

A Marseille, un rassemblement s'est tenu la veille, le 7 mai, parce que l'administration l'entendait ainsi, mais pour remettre la plaque commémorative, déjà arrachée à deux reprises. Comme pour le 17 Octobre, les autorités françaises ont peine à se déju-

ger et à reconnaître des faits avérés, corroborés par de multiples témoignages, de crainte de s'aliéner la partie extrémiste de l'opinion française.

L'un des signataires de l'appel, le militant associatif M'hamed Kaki, avait affirmé vendredi soir que les Algériens de France ne cesseraient jamais d'entretenir la mémoire du 8 Mai 1945. «Ils espèrent, qu'à la longue, on va se lasser, mais on ne sera jamais lassés et on ne baissera jamais les bras, jusqu'à ce que toute la lumière sur les massacres soit faite».

Et pour que ce travail de mémoire se fasse et soit pris en charge par les historiens, il faut que les archives de ces événements soient accessibles, aussi bien en France qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. En pré-lude à ces rassemblements prévus

également dans plusieurs communes de France, le Centre culturel algérien à Paris a organisé vendredi soir une projection débat. L'histoire du film proposé est assez originale puisqu'il a été réalisé par une jeune femme, Meriem Hamidat, née en France, bien après les événements, et dont les parents sont originaires de Sétif. Comme personne ne lui a jamais raconté cette histoire, elle décide, en 2007, de prendre sa caméra et d'aller recueillir les témoignages des derniers témoins de cette période. Elle se défend de vouloir faire œuvre d'historienne, et affirme n'avoir pensé qu'à recueillir des déclarations pour la postérité, y compris celle de sa propre famille, impliquée dans le drame. On y voit ainsi des hommes et des femmes raconter la répression, et surtout, la loi d'airain de la colonisation qui affamait souvent les Algériens avant de les massacrer.

On a pu revoir en particulier la figure emblématique de Bachir Boumaza, président de la Fondation du 8 Mai 1945, qui raconte comment revenu du lycée où il était «potache», il avait retrouvé la plupart de ses camarades tués. Il y a eu, enfin, un



Photos : DR

Un massacre collectif.

véritable moment d'émotion lorsque la réalisatrice a annoncé, qu'en plus de M. Boumaza, toutes les personnes qui témoignent dans le film sont décédées.

Alain Ruscio, l'auteur de *Nostalgie-L'interminable histoire de l'OAS*, présent à la manifestation, a mis en exergue la participation des colons à la répression.

C'était la première fois, selon lui, qu'on a assisté à cette alliance de l'armée, de la gendarmerie et de la police avec les colons, réarmés

ou surarmés pour la circonstance.

Historien de la colonisation, dans ses versions algérienne et vietnamienne, il a rappelé que la défaite de l'armée française avait eu lieu le 7 mai 1954, soit neuf ans presque jour pour jour après le début des massacres. C'était en quelque sorte, a-t-il souligné, une revanche sur le 8 Mai 1945, et l'annonce d'une autre revanche qui allait s'enclencher la même année avec le 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Ahmed Halli

## PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE

# En grève les 17 et 23 mai prochains

**Les praticiens de santé publique ne seront en grève que les deux jours du 17 et 23 mai prochains. Les huit jours annoncés hier sont finalement le début du préavis de ce mouvement de débrayage.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Déterminés à se faire entendre et à arracher leurs «droits», les praticiens de santé publique ne lâchent pas prise. Après deux mouvements de grève observés fin avril et début mai, d'autres actions sont attendues prochainement.

Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) prévoit une journée de grève nationale accompagnée d'un «rassemblement de la dignité du corps médical» le 17 mai prochain à 11h00 au CHU Mustapha-Pacha à Alger. Une seconde journée de grève nationale sera également observée le 23 mai prochain avec la tenue d'un rassemblement devant le ministère de la Santé.

Le président du syndicat, D' Lies Merabet, assure que la tutelle a usé de la répression pour casser leur mouvement de protestation. «Tous les moyens ont été utilisés pour fermer les voies au dialogue et maintenir le discours stalinien. Ils ont qualifié notre grève de sauvagerie, d'illicite et même de grève de voyous. Le ministre avait d'ailleurs déclaré qu'il n'y avait pas de préavis de grève», dit-il.

Un discours qui, selon lui, ne permettra pas aux deux parties d'aller vers la conciliation. «C'est un dialogue de façade», dit-il encore. Pour lui, tenir une seule réunion par an avec la tutelle et signer à la fin un PV est loin d'être un dialogue social. Evoquant l'incident qui a entaché le



Les praticiens déterminés à poursuivre le directeur en justice.

rassemblement pacifique des praticiens de la santé publique tenu à l'hôpital Mustapha-Pacha le 4 mai dernier, le D' Merabet qualifie le comportement du directeur du CHU de «dramatique» et de «vil». «C'est une situation inédite qui reflète l'état d'esprit de certains gestionnaires qui atterrissent accidentellement dans le secteur de la santé», souligne-t-il.

Ce responsable, poursuit-il, «a exprimé sa haine et son mépris vis-à-vis des praticiens de la santé publique et tout le personnel du secteur».

Le président du SNPSP rappelle, à cet effet, que son organisation syndicale maintient sa position et compte poursuivre le directeur du CHU Mustapha-Pacha en justice.

Ry. N.

## SANTÉ

# «La démographie des médecins généralistes est en déclin»

**La baisse généralisée du nombre de médecins généralistes libéraux est une réalité avérée en Algérie.**

Dans sa communication donnée, vendredi dernier, lors de la 7<sup>e</sup> journée de formation médicale continue organisée par l'association Amejjay (Le médecin) de Tizi-Ouzou dont il est président, le D' Assam alerte sur ce phénomène de désertification progressive qui suscite le malaise des concernés inquiétés par le reflux de plus en plus marqué de cette catégorie de praticiens qui ont donné ses lettres de noblesse à la notion de médecine de proximité et de famille.

«Rien qu'au niveau de la ville de Tizi-Ouzou, nous avons 150 spécialistes pour dix généralistes seulement», dira le D' Assam qui s'alarme sur le déséquilibre très marqué dans la répartition de l'offre de soins en Algérie où le rôle du médecin généraliste est minoré. Et la situation ira en s'aggravant puisque le secteur libéral n'attire plus les nouveaux médecins généralistes qui préfèrent le confort du secteur public.

Pourtant, le rôle du praticien généraliste ne

doit pas être négligé dans l'offre de santé ; «c'est à lui qu'échoit la décision dans l'orientation et la définition du parcours de soins de chaque malade ; c'est le médecin généraliste qui décide si le malade nécessite des soins spécialisés ou pas. Or, nous assistons à une situation paradoxale où des malades décident par eux mêmes ou sur conseil de leur entourage de consulter plusieurs spécialistes pour un simple mal de tête, par exemple.

Le parcours thérapeutique est inefficace et génère des coûts onéreux pour les caisses de sécurité sociale et le budget des ménages», fera observer le conférencier qui interpelle les autorités sanitaires du pays sur l'urgence qu'il y a à réhabiliter le rôle du médecin généraliste dans le système de santé algérien, appelant à une remise en ordre, à une nouvelle organisation où le principe de complémentarité entre les soins primaires et secondaires ne soit pas négligé. «Or, une simple visite chez le médecin généraliste peut régler la plupart des motifs de consultation», fera observer le D' Assam.

«L'intervention des pouvoirs publics est

nécessaire dans la mise en œuvre et l'élaboration d'une politique conventionnelle en partenariat avec tous les acteurs du parcours de soins. Il faut aller vers un système où l'avis du médecin généraliste doit être pris en compte dans le remboursement des frais médicaux par les caisses de sécurité sociale comme cela se fait dans certains pays où les frais médicaux ne sont remboursés que sur présentation d'une lettre d'orientation du médecin traitant, sauf dans certains cas nécessitant une consultation spécialisée comme en gynécologie, par exemple», nous confie le D' Assam en marge de sa conférence qui fait partie du programme des communications portant sur des thèmes d'actualité médicale et d'urgence et traitant des problèmes de santé publique que le médecin doit connaître pour prendre en charge ses patients a été élaboré par l'association Amejjay.

Une association fondée en 2012, comptant près de deux cents adhérents et qui s'investit beaucoup dans le domaine de la formation continue des médecins généralistes.

S. A. M.

## RÉFORMES DE

## BENGHEBRIT

# Soutien de l'Association nationale des parents d'élèves

Elle a de nombreux détracteurs, mais la ministre de l'Education nationale peut aussi compter sur de nombreux soutiens.

Le président de l'Association nationale des parents d'élèves affirme que son association est associée à la majorité des décisions prises par le département de Nouria Benghebrit.

Ahmed Khaled qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid* ne cache pas son satisfecit. La ministre de l'Education nationale, dit-il, travaille en toute transparence et associe le partenaire social dans toutes les décisions prises dans le secteur.

L'Association nationale des parents d'élèves est ainsi associée, affirme-t-il, à 90% des décisions prises par la tutelle. L'Association a été consultée, dit-il, sur la charte de l'éthique et de la stabilité du secteur de l'éducation avant sa signature, sur le calendrier des examens nationaux, sur le changement des programmes, et sur les différentes conventions signées avec les autres secteurs.

«Au temps de Benbouzid, il n'existait pas de relation entre nous et le ministère de l'Education, les portes du dialogue étaient fermées et la transparence inexistante, mais les choses ont changé actuellement, avec l'arrivée de Benghebrit à la tête de ce département, nos propositions sont prises en considération», a souligné l'intervenant. D'ailleurs, dit-il, «nous avons demandé un changement dans les programmes de la première et deuxième année primaire et une révision du volume horaire à la ministre depuis notre première réunion avec elle en date de 22 août 2014».

Khaled Ahmed fait allusion aux programmes de deuxième génération qui rentreront en vigueur à partir de la rentrée prochaine. «Le secteur est en bonne voie et il faut faire confiance à la ministre de l'Education», conclut le président de l'Association des parents d'élèves.

S. A.